

## La finance climat en action pour les femmes

### Recommandations en faveur de financements climat intégrant pleinement le genre

11 décembre 2018

Au cours de la première édition du **One Planet Summit** qui s'est tenue en Paris en décembre 2017, des engagements ont été pris afin de mobiliser davantage de financements climatiques, notamment pour répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables aux changements climatiques, parmi lesquelles les femmes et les filles sont majoritaires. A cette occasion des organisations de la société civile du monde entier ont rendu publiques des recommandations en faveur de la prise en compte du genre dans les financements climat<sup>1</sup>.

En effet, le **plan d'action genre de la Convention-Cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC)**<sup>2</sup> adopté à la COP23 à Bonn en novembre 2017 incite l'ensemble des parties prenantes à promouvoir l'égalité des genres dans les actions d'adaptation et d'atténuation, la prise de décision et les moyens de mise en œuvre liés au climat. En 2015, seulement 0,01% des financements mondiaux soutenait des projets s'attaquant à la fois au changement climatique et aux inégalités entre les sexes.

En tant que signataires de cet appel, nos organisations appellent fortement la communauté internationale à :

- **Augmenter de manière significative les financements publics visant à lutter contre le changement climatique**, en particulier les subventions pour l'adaptation, **et veiller à ce que d'ici 2020, au moins 20% de tous les projets financés par des mécanismes de financement climatique aient pour objectif principal de réduire les inégalités entre les sexes**. Dès maintenant, aucun fonds public sur le climat ne devrait envisager de financer des propositions de projets qui ne prennent pas suffisamment en compte les enjeux liés à l'égalité des sexes.
- **Développer des mécanismes pour faciliter l'accès direct à de plus petits financements, à la fois des subventions et des prêts, destinés à des projets menés à l'échelle communautaire**. Les investissements à petite échelle, en particulier pour les groupes de femmes et les entrepreneuses, ont le potentiel de générer des résultats tangibles et de jouer un rôle clé dans la transformation durable du pays.

---

<sup>1</sup> A l'initiative notamment de la Plateforme Genre et développement, où le texte peut toujours être signé par les organisations de la société civile sur le lien : <http://www.genre-developpement.org/travaux-de-la-plateforme/avis-et-recommandations/plaidoyer/>

<sup>2</sup> <http://unfccc.int/resource/docs/2017/sbi/fre/l29f.pdf>

- **Veiller à ce que l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes soient ancrées en tant que principes directeurs transversaux dans tous les fonds climat, à travers:**
  - La mise en place d'une politique genre et l'adoption d'un plan d'action sur le genre, en s'appuyant sur les exemples réussis du Fonds vert pour le climat, du Fonds pour l'environnement mondial et du Fonds d'adaptation. Une telle politique de genre et un plan d'action de genre devraient s'inscrire dans une approche basée sur les droits humains et prendre en compte l'intersectionnalité des inégalités de genre avec l'origine, l'âge, la classe sociale, le handicap ou la religion. Les principes d'égalité des sexes devraient être intégrés dans l'élaboration des lignes directrices pour les financements, l'accréditation et les programmes et pris en compte dans l'examen des programmes et des projets ainsi que dans le suivi, le reporting et l'évaluation des portefeuilles de financement.
  - L'objectif d'une parité et d'une plus grande expertise en matière de genre dans leurs conseils d'administration, leurs organes et commissions techniques consultatifs, et parmi leur personnel en général.
- **Inciter tous les mécanismes de financement climatique à établir des critères de genre clairs dans les processus de sélection et d'évaluation de la performance de tous les projets.** Ces critères devraient inclure une analyse sociale et de genre obligatoire, un plan d'action genre spécifique au projet budgétisé, un budget sensible au genre et des indicateurs quantitatifs et qualitatifs clairs mesurant la manière dont les projets contribuent à l'égalité entre les sexes. La production et la collecte systématiques de données ventilées par sexe ainsi que la participation pleine et entière des femmes tout au long du cycle du projet devraient être rendues obligatoires.
- **Renforcer la redevabilité des mécanismes de financement climatique en matière de résultats sur l'égalité des sexes** à travers la mise en place d'indicateurs sur les portefeuilles programmatiques, la comptabilité et les audits, des revues tierces indépendantes menées de façon régulière et des efforts accrus de communication externe et de rapportage public.
- **Promouvoir la participation des femmes aux mécanismes de coordination nationaux des fonds climatiques** afin de déterminer les priorités de financement nationales.
- **S'engager à fournir des ressources adéquates pour assurer la mise en œuvre du plan d'action genre de la CCNUCC** et soutenir le travail de l'équipe genre du Secrétariat de la CCNUCC.
- **Appliquer les Conclusions agréées de la 62<sup>ème</sup> session de la Commission des Nations unies sur le statut des femmes de mars 2018** portant sur un soutien accru aux femmes face au changement climatique : « Renforcer la résilience et la capacité d'adaptation de toutes les femmes et de toutes les

filles rurales de manière à ce qu'elles puissent faire face aux chocs économiques, sociaux et environnementaux, aux effets néfastes des changements climatiques, aux catastrophes naturelles et aux phénomènes météorologiques extrêmes, et s'en relever, en mettant à leur disposition des infrastructures et des services de base, un financement approprié, des technologies, une protection sociale, une aide humanitaire et des systèmes de prévision et d'alerte rapide, ainsi qu'en offrant aux femmes des emplois décents. »

### Liste des signataires<sup>3</sup> :

Adéquations (France)  
All India Women's Education Fund Association (Inde)  
Alliance des Peuples Autochtones et Locales d'Afrique Centrale (APALAC) (Pays Bas)  
Asia-Pacific Forum on Women, Law and Development (Thaïlande)  
Asian-Pacific Resource and Research Centre for Women (Malaisie)  
Association des femmes en économie verte (Maroc)  
Association pour la Santé Préventive de Rosso (ASPRO)  
Association pour le Développement Global des Bwata au Rwanda (asbl), (Rwanda)  
Association pour la Promotion des Femmes Scientifiques Vietnamiennes (France)  
Association pour la Protection de l'Environnement et le Développement Durable de Bizerte (Tunisie)  
Aster-International (France)  
Business and Professional Women International (France et International)  
Cadire Cameroon Association (Cameroun)  
Cameroon Ecology (Cameroun)  
CARE France (France)  
Centre féminin pour la promotion du développement (CEFEPD)  
Centre for Human Rights and Climate Change Research (Nigéria)  
Center for Support to Local Initiatives Development and Assistance to Vulnerable Persons (Burundi)  
Centre for 21st Century Issues (Nigeria)  
Centro de Mujeres Candelaria (Bolivie)  
Centre d'Echanges et de Ressources pour la Promotion des Actions Communautaires (CERPAC)  
Comité ONU Femmes France (France)  
Coordination Française pour le Lobby européen des Femmes (France)  
Coordination SUD (France)  
Dynamique Femmes (Maroc)  
Enlaces por la sustentabilidad (El Salvador)  
Environmental Conservation Initiatives (Tanzanie)  
Equidad de Género: Ciudadanía, Trabajo y Familia  
Equilibres & Populations, (France)  
Espace Point de départ (Maroc)  
Foundation for GAIA  
Fondation Millennia2025 Femmes et Innovation (International)  
Free the Marginalized Women Advocates (Ghana)

---

<sup>3</sup> Ce plaidoyer reste ouvert à signatures des organisations de la société civile. Vous pouvez le signer ici : <http://www.genre-developpement.org/travaux-de-la-plateforme/avis-et-recommandations/plaidoyer/>

Gender and Environmental Risk Reduction Initiative (Nigéria)  
GenderCC - Women for Climate Justice (International)  
Genre en Action (France)  
GEVALOR (France)  
Global Ecovillage Network (International)  
Grève Internationale des Femmes/International women Strike/Paro International de Mujeres  
Grupo Para o Desenvolvimento da Mulher e Rapariga (Mozambique)  
Heinrich Böll Stiftung North America (Etats Unis)  
International Alliance of Women (International)  
Kirinda Youth Environmental Management and Poverty Alleviation Program Uganda  
(Ouganda)  
Italian Climate Network (Italie)  
Lead Tchad (Tchad)  
MADRE (International)  
Make Mothers Matter (International)  
Mom Loves Taiwan Association (Taiwan)  
Organisation des Femmes Africaines et de la Diaspora (France)  
Organisation des Femmes Autochtones pour la Lutte contre la Violence (OFALV) (Belgique)  
Planetary Association for Clean Energy (PACE) (Canada)  
Réseau des Femmes Africaines pour la gestion Communautaire des Forêts (Cameroun)  
Réseau Féministe Ruptures (France)  
Rural Area Development Programme (Népal)  
Rural Integrated Center for Community Empowerment (Libéria)  
R20 - Régions of Climate action (France)  
Soroptimist International (International)  
Support for Women in Agriculture and Environment (Kenya)  
Travive Greening Madinaty (Maroc)  
U'Muhoza Foundation for Social Change (Rwanda)  
Women Educators (Nigeria)  
Women Engage for a Common Future (France et International)  
Women's Environmental Network (Royaume-Uni)  
Women Environmental Programme (Nigeria)  
Women for Success  
Women Organizing for Change in Agriculture and Natural Resource Management  
(International)